

BURUNDI : « Je ne suis jamais retournée chez moi, je ne connais personne »

IRIN, 12 août 2008 BUJUMBURA - Sôraphine Ngendakumana, 36 ans, est retournée au Burundi en novembre 2006 après avoir passé la majeure partie de sa vie à l'étranger ; mais depuis son retour, elle est restée dans un camp de transit, à Gitara, dans la province de Makamba, dans le sud. Comme des milliers d'autres rapatriés, Sôraphine Ngendakumana attend d'être réinstallée. Elle connaît sa province d'origine, mais elle n'est jamais allée dans celle-ci. Le 11 août, elle a raconté son histoire à IRIN : « J'ai fui pour la première fois vers [la République démocratique du] Congo en 1972 avec mes parents. Lorsque la guerre a éclaté au Congo, j'ai fui de nouveau en 1998 vers la Tanzanie, mais j'étais désormais toute seule ; mon mari et mes trois enfants avaient été tués. Ici, je suis seule ».

« Je suis retournée au Burundi pour la première fois le 17 novembre 2006. Je sais que mes parents vivaient dans la province de Bubanza [dans l'ouest du Burundi] mais ô exactement, je ne peux pas dire ». « Des députés de Bubanza sont venus ici une fois et m'ont demandé si je reconnaissais des membres de ma famille pour qu'ils puissent m'aider. Non, mais j'ai refusé. Je n'y suis jamais allée, je ne connais personne ». « Je ne sais pas si mes parents avaient des frères et sœurs. Je suppose que même si c'était le cas, ils ne me connaîtraient pas ». « Au moins, ici, dans ce camp, mes voisins peuvent s'occuper de moi et m'apporter du confort quand je suis malade ; nous vivons dans des conditions semblables et cela renforce les liens ». « En Tanzanie, on nous avait dit que [le gouvernement] pourrait nous aider à construire des maisons. Mais nous sommes ici depuis plus d'un an et nous n'avons nulle part où aller ». « Mais au moins maintenant, ils [PARESI - Projet Appui au rapatriement et à la réintégration des sinistrés, un projet du ministère de la Solidarité nationale, du Rapatriement, de la Construction nationale, des Droits de la personne humaine et du Genre] ont commencé à construire quelques maisons ». « Personne ne peut être heureux de vivre dans un camp de fortune où seuls les réfugiés vivent ici. Autrement, ce serait quitter un camp pour un autre ». « Au moins, maintenant, nous n'avons plus le problème de la nourriture. Quand je suis arrivée ici, on pouvait facilement passer neuf mois sans recevoir d'aide alimentaire. Alors, on était forcé de chercher du travail manuel dans les fermes voisines, où on nous payait environ 1,000 francs par jour [0.83 dollar américain] ». « Aujourd'hui, nous recevons régulièrement une aide alimentaire, du riz, des fèves, par exemple. Même si ce n'est pas grand-chose, on ne peut pas passer trois mois sans aide alimentaire. Si on récolte du riz, on en vend une partie pour acheter d'autres produits, tels que du savon, de l'huile ou du sel ». [FIN des informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]